

[...] nous avons découvert en quoi consistait l'aide internationale. Nous sommes préoccupés par le fait que les intérêts commerciaux canadiens sont plus importants, dans le cadre de nos programmes d'aide, que les besoins du tiers monde. Cela étant, nous faisons aujourd'hui appel à vous pour vous demander, tout d'abord, de mettre la priorité, dans nos programmes d'aide bilatérale, sur les projets agricoles de petite échelle, qui favorisent l'établissement d'un climat de confiance, l'acquisition de techniques et l'approvisionnement en matériel qui sont nécessaires pour combattre la faim (62:56 et 57).

Et sa compagne Kristin Martin a ajouté :

Deuxièmement, nous vous demandons de vous engager, étape par étape mais de façon déterminée, sur la voie de l'unification des programmes d'aide bilatérale. L'aide à l'étranger devrait profiter à ceux à qui elle s'adresse : les pauvres du tiers monde (62:57).

On prônait dans beaucoup de mémoires l'adoption par le Canada d'une politique d'aide généreuse. En particulier, de nombreux témoins ont demandé au gouvernement d'augmenter le montant de son aide. Mentionnons entre autres le plaidoyer de la Commission d'action sociale du diocèse de Charlottetown, qui a réclamé une augmentation de l'aide canadienne et qui considère que le «pourcentage de 0,6 p. 100 de notre produit national brut est trop bas (32:41)». Il a été recommandé d'atteindre l'objectif de 0,7 p. 100 du PNB plus tôt que ne l'envisage le gouvernement. Parmi ceux qui ont dit souhaiter que le Canada joue un rôle plus actif dans le développement international, certains estimaient qu'il fallait d'abord mieux financer les activités des organisations non gouvernementales (ONG) dans les pays du tiers monde. Selon eux, la participation des citoyens présente de nombreux avantages. Le porte-parole du CUSO de Saskatoon a particulièrement bien exprimé ce point de vue.

D'après l'expérience de CUSO, les projets locaux de petite envergure conçus par les utilisateurs sont les plus efficaces à long terme [...] À la lumière de notre expérience avec les ONG, nous savons qu'elles possèdent les capacités et l'expérience nécessaires pour administrer de petits projets. Or ceux-ci constituent l'une des rares façons d'aider les plus nécessaires. En outre, les petits projets risquent moins de créer une dépendance à cause des petites sommes en cause. De plus, parce que les ONG sont dans les localités, il y a de meilleures chances de créer une association de partenaires égaux au profit des groupes canadiens et étrangers. (40:32 et 34).

Abstraction faite du souci qu'ont de nombreux témoins de rendre le programme d'aide du Canada le plus généreux possible envers les pays pauvres, le comité a constaté que les Canadiens se rendaient de plus en plus compte que les relations entre pays développés et pays en développement étaient maintenant au coeur des questions économiques internationales. Au sujet des relations Nord-Sud, les témoins ont mis en relief la gravité des problèmes d'endettement de nombreux pays du tiers monde et l'importance de favoriser la relance de leur économie et leur développement. Ils ont jugé essentiel d'accroître les débouchés pour les exportations du tiers monde dans les pays industrialisés si l'on voulait un jour résoudre ce problème extrêmement épineux.